



Évaluation de l'impact du commerce sur le développement durable à l'appui des négociations sur un partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP)

Résumé

Préparé par Ecorys
Mars 2017



Les opinions contenues dans le rapport n'engagent que l'auteur, et ne reflètent pas nécessairement les positions officielles de la Commission.



COMMISSION EUROPÉENNE

Direction Générale du Commerce
Direction E — Les pays voisins, les Etats-Unis et Canada
Service E.1. — Les Etas-Unis et le Canada

Contact: Hiddo Houben

E-mail: Hiddo.Houben@ec.europa.eu

*Commission Européenne
B-1049 Bruxelles*

Union Europe Direct est un service qui vous aide à trouver des réponses à vos questions sur l'Union européenne.

Numéro sans frais (*):

00 800 6 7 8 9 10 11

(*) Ces informations sont données gratuitement, ainsi que la plupart d'appels (tandis que certains fournisseurs, téléphones publics ou hôtels qui peuvent charger).

MENTION LÉGALE

Ce document a été préparé pour la Commission européenne; néanmoins, il reflète uniquement l'avis des auteurs et la Commission ne saurait être tenue responsable de toute utilisation qui serait faite des informations qu'il contient.

Plus d'information sur l'Union Européenne est disponible sur l'Internet (<http://www.europa.eu>).

Luxembourg: L'Office des publications de l'Union Européenne, 2014

ISBN: 978-92-79-64410-8
doi: 10.2781/254050

© Union Européenne, 2017
Reproduction est autorisée si l'original est reconnu.

Ce document a été préparé pour la Commission européenne; néanmoins, il reflète uniquement l'avis des auteurs et la Commission ne saurait être tenue responsable de toute utilisation qui serait faite des informations qu'il contient.

Résumé

1. L'objet d'évaluation de l'impact sur le développement durable

Cette évaluation de l'impact sur le développement durable vise à fournir à la Commission européenne une analyse approfondie des conséquences potentielles économiques, sociales, environnementales ainsi que sur les droits de l'homme du partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), afin d'informer l'approche de négociation et de recommander des mesures d'accompagnement. Ce fait par une solide analyse quantitative et qualitative, informée par un processus de consultation large et continu avec toutes les parties prenantes concernées. Ce rapport final est le troisième des trois rapports dans le cadre de l'EID, et résume les travaux entrepris jusqu'à présent ainsi que les principaux résultats obtenus.

2. La relation économique entre L'UE et les États-Unis: grande et profonde

L'UE et les États-Unis constituent ensemble les économies les plus importantes, les plus ouvertes et les plus intégrées au monde. Une longue histoire commune de commerce et d'échanges intellectuels, et un taux de développement économique similaire ont conduit à cette relation étroite et commercialement importante ainsi qu'à la proposition de négocier le TTIP.

- **Le PIB conjoint de l'UE et des États-Unis** représenté environ 46 pour cent du PIB mondial en 2014;
- **Les tarifs** sont très bas (2,2 pour cent pour les États-Unis et 3,3 pour cent pour l'UE);
- **Le commerce bilatéral de biens** s'est élevé à €517,1 milliards en 2014 et le commerce de services à €375,7 milliards;
- Les États-Unis sont le principal partenaire commercial extra-UE de l'UE pour les biens et les services;
- Les États-Unis étaient la principale destination de **l'IDE** de l'UE (€225,2 milliards) et le principal pays d'origine (€421,2 milliards).
- Les entreprises contrôlées par les États-Unis ont créé **5,9 millions d'emplois** dans l'UE, égal à 19 pour cent de tous les emplois soutenus par les exportations, et à 50 pourcent de tous les emplois soutenus par les exportations de pays hors de l'UE
- Environ 4,7 millions d'emplois de l'UE sont associés à la production destinée aux **exportations** vers les États-Unis.¹

3. Le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement diffère des autres accords

Le TTIP est le plus important accord bilatéral de commerce et d'investissement jamais négocié. Il s'agirait d'un accord unique où la libéralisation tarifaire (traditionnelle) est complétée par des engagements importants en matière de coopération réglementaire et un cadre commun fondé sur des règles pour le commerce et l'investissement bilatéraux, adapté au commerce mondialisé moderne. L'accord futur se composerait de trois piliers: l'accès au marché, la coopération réglementaire, et les règles. Au sein de ces trois piliers, le TTIP vise à supprimer pratiquement tous les droits de douane, à améliorer l'accès de l'UE et des États-Unis aux marchés des services et marchés publics de l'autre partie; s'attaquer et réduire les mesures derrière la frontière du commerce et des investissements, en respectant les objectifs de consommation, de travail, d'environnement, de santé, et d'autres politiques publiques; et à établir des règles nouvelles et claires sur les questions horizontales régissant le commerce et les investissements bilatéraux, tels que le développement durable, la politique de concurrence, et l'intégration des petites entreprises dans le commerce, qui pourront servir d'exemples au reste du monde.

4. Quantification des impacts du TTIP: le modèle CEPR (2013) est le modèle le plus approprié:

L'étude de CEPR (2013) présente l'approche la plus appropriée à ce jour pour analyser l'impact potentiel du TTIP. Cette conclusion est également atteinte par le CEPS (2014) dans son analyse comparative des études d'impact pour le Parlement européen. Le CEPR a mis à jour son analyse de

¹ http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2015/june/tradoc_153502.pdf.

2013 pour cette EID. Il s'agissait notamment: d'actualiser et d'étendre les données de référence de trois ans, de séparer les effets sur la Turquie, de désagréger la répartition sectorielle, et de distinguer les effets macroéconomiques pour les États membres de l'UE.² Les scénarios modélisés sont présentés dans l'encadré ci-dessous. Pour des raisons techniques et pour assurer des résultats précis, la réduction attendue des mesures non tarifaires (MNT) dans les sous-secteurs des aliments transformés n'a pas été modélisée.³ En conséquence de tous les ajustements méthodologiques nécessaires énumérés ci-dessus, les résultats de l'analyse actualisée sont légèrement inférieurs aux estimations du CEPR (2013). Tout au long de ce rapport, ces résultats actualisés du CEPR sont comparés à d'autres études (au niveau de l'UE et au niveau de l'États membres). Nous constatons que les résultats mis à jour sont comparables à ceux d'autres études, à l'exception de deux études aberrantes (GED Bertelsmann, 2013; Capaldo, 2014), qui présentent des effets assez peu plausibles issus de différentes approches méthodologiques.

L'analyse du CEPR offrait deux scénarios pour le TTIP:

Scénario moins ambitieux:

- 98 pour cent des tarifs ont été éliminés;
- 10 pour cent des obstacles non tarifaires ont été éliminés sur les biens et les services, à l'exception des aliments transformés pour lesquels une réduction des obstacles non tarifaires n'a pas été modélisée;
- 25 pour cent des obstacles non tarifaires aux marchés publics ont été éliminés.

Scénario ambitieux:

- 100 pour cent des tarifs ont été éliminés;
- 25 pour cent des obstacles non tarifaires ont été éliminés sur les biens et les services, à l'exception des aliments transformés pour lesquels une réduction des obstacles non tarifaires n'a pas été modélisée;
- 50 pour cent des obstacles non tarifaires aux marchés publics ont été éliminés.

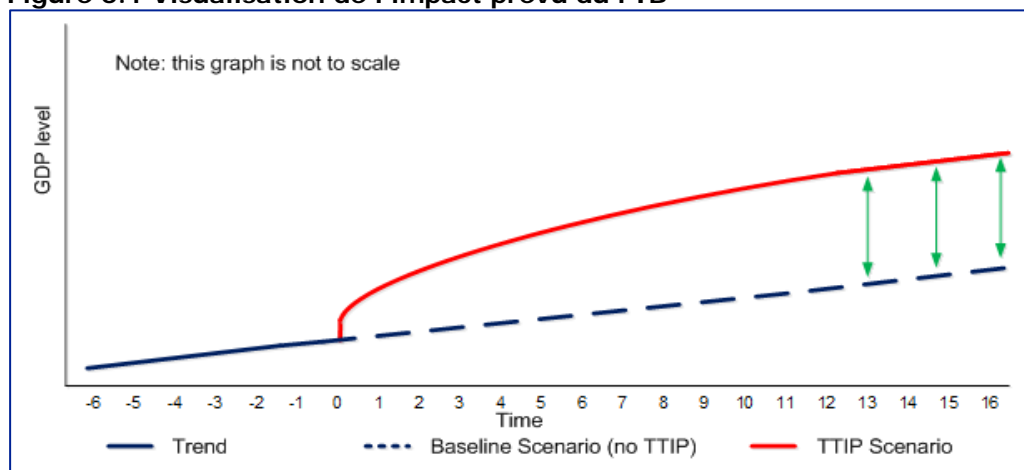
5. Comment interpréter les résultats du CEPR

En général les résultats sont exprimés en pourcentages. Dans la figure ci-dessous, l'exemple du PIB est illustré graphiquement. La ligne bleue continue indique la tendance du niveau du PIB au fil du temps. Dans un scénario sans TTIP, représenté par la ligne pointillée bleue, l'évolution du PIB est simplement une extension de la ligne de tendance. L'alternative, représentée par la ligne rouge continue, est un scénario avec TTIP, tel que modélisé par les résultats mis à jour de CEPR. Dans l'analyse, le niveau du PIB dans le scénario TTIP est comparé au niveau du PIB dans le scénario de base pour une année donnée (dans ce cas, 2030). En conséquence, la flèche verte de la figure montre l'impact estimé du TTIP par rapport au niveau du PIB en 2030 sans l'accord en place. Notez que les gains se matérialiseront chaque année à partir du moment où la mise en œuvre de l'accord commence. Toutefois, le total des avantages n'est pas attendu immédiatement. Les avantages issus des réductions tarifaires peuvent être observés instantanément, alors que la réduction des obstacles non tarifaires et l'ajustement progressif des structures économiques impliquent que certains avantages ne seront réalisés que progressivement au cours des années. Pour cette raison, il n'est pas exact de présenter ce pourcentage divisé sur un certain nombre d'années (par exemple 0.036 pour cent par an). Il est important de noter que l'impact estimé est permanent et s'applique aux niveaux du PIB (qui sont représentés par les lignes parallèles après 2030 et les flèches vertes dans la figure ci-dessous) et non aux taux de croissance du PIB. Ainsi, une fois que le TTIP sera pleinement mis en œuvre, la différence entre les niveaux du PIB avec et sans TTIP sera de 0,5 pour cent, ce qui est le cas pour chaque année après 2030. Notez que le graphique a un but illustratif et n'est pas à l'échelle.

² Le Chapitre 1 présente plus de détails sur la modélisation, les différences avec d'autres études et les différences entre la modélisation CEPR (2013) et la modélisation mise à jour.

³ Les sous-secteurs du secteur des aliments transformés sont les suivants: des viandes de ruminants, es autres viandes, des huiles végétales, des produits laitiers, du riz, du sucre, des autres aliments transformés et des boissons, et du tabac. Les MNT dans ces sous-secteurs ne sont pas modélisées pour des raisons techniques, comme cela est expliqué plus en détail au chapitre 1. L'ambition de l'UE dans les négociations n'a pas changé en ce qui concerne la réduction des MNT dans le secteur des aliments transformés. Il est à noter que, pour la même raison, l'exercice de modélisation n'a pas inclus les MNT dans les secteurs primaires, comme ce fut le cas dans l'étude CEPR (2013).

Figure 0.1 Visualisation de l'impact prévu du PIB



6. Les principaux impacts économique attendus du TTIP: gains économiques modérés mais annuels, scénario ambitieux 2030 résultats d'impact

- Le PIB augmenterait de 0,5 pour cent chaque année pour l'UE et de 0.4 pour cent pour les États-Unis;
- Le revenu national devrait être de 0,3 pour cent plus élevé chaque année pour l'UE et aussi pour les États-Unis;
- Les salaires des travailleurs hautement qualifiés et des travailleurs peu qualifiés devraient augmenter de 0,5 pour cent dans l'UE, comparé à 0,3 pour cent pour les travailleurs hautement qualifiés et 0,4 pour cent pour les travailleurs peu qualifiés aux États-Unis;
- Les exportations totales augmentent aussi bien pour l'UE (+8,2 pour cent) que pour les États-Unis (+11,3 pour cent), et les importations pour l'UE (+7,4 pour cent) et les États-Unis (+4,6 pour cent). On s'attend à ce que les termes de l'échange de l'UE augmentent de 0.5 pour cent, alors qu'aux États-Unis ils devraient empirer de 0,3 pour cent;
- Le commerce bilatéral devrait augmenter de manière significative par rapport à son niveau déjà élevé, avec une augmentation de 27 pour cent des exportations de l'UE vers les États-Unis et une augmentation de 35,7 pour cent des exportations des États-Unis vers l'UE.

7. Impact économiques sectoriels du TTIP

En terme des variations en pourcentage, les plus fortes progressions de la production (et de l'emploi associé) dans l'UE sont attendues dans les secteurs du cuir, des textiles et de l'habillement, des véhicules automobiles, des boissons et du tabac, du transport maritime, et des assurances (tableau 0.1). Les trois principaux secteurs sont ceux qui font actuellement face à des tarifs élevés et / ou à de nombreux obstacles non tarifaires qui pourraient être réduits par le TTIP. Les secteurs qui perdent relativement sont les machines électriques,⁴ les métaux non ferreux, les produits sidérurgiques, les autres viandes, et les métaux.⁵ Il semble que ces secteurs soient plus durement touchés par la concurrence accrue d'autres pays après une réduction des droits de douane et des MNT.⁶ Étant donné que le secteur des machines électriques devrait être affecté négativement, nous nous attendrions à ce que les secteurs en amont tels que le fer et l'acier et les métaux fabriqués perdent aussi.

⁴ Le secteur des machines électriques concerne les classifications sectorielles GTAP40 et HS85. Ce secteur comprend par exemple: l'équipement de bureau électronique ou le matériel de communication. On trouvera une explication plus détaillée de la relation entre les différentes classifications sectorielles (GTAP, HS et NACE) et les produits que le secteur implique dans le chapitre 6 et le Chapitre 10.

⁵ Il convient de noter que l'importance des secteurs du cuir, du textile et de l'habillement ainsi que du secteur des machines électriques est assez faible dans l'UE et, par conséquent, l'effet total est probablement mineur. On trouvera une analyse plus détaillée au Chapitre 3.

⁶ Veuillez vous reporter au Chapitre 10 pour plus de détails sur cette question concernant le secteur des machines électriques

Pour les États-Unis, les plus fortes progressions de la production en termes de variation en pourcentage sont attendues dans les secteurs des métaux non ferreux, des autres viandes, des autres machines, du riz, et des textiles (tableau 0.2). Les secteurs des métaux non ferreux et du riz, par exemple, bénéficient largement des réductions tarifaires et / ou des MNT. Les véhicules automobiles, les boissons et le tabac, les machines électriques, les produits sidérurgiques, les métaux usinés, et les assurances sont les secteurs qui affichent la plus forte baisse. Les deux tableaux ci-dessous montrent ces principaux impacts sectoriels pour l'UE et les États-Unis. Il convient de noter que les principaux secteurs à l'une ou l'autre extrémité de l'échelle présentée ici sont les secteurs qui verront le plus grand impact en termes de variation en pourcentage. Il est probable qu'en termes de changements absolus, les cinq premiers paraissent plutôt différents. Bien que certains secteurs puissent avoir un impact important, ils ne sont pas aussi importants pour l'économie que les autres secteurs (troisième colonne). Une analyse plus détaillée des impacts sectoriels se trouve dans le chapitre 3 et dans les études sectorielles pertinentes.

Tableau 0.1 Le plus grand impact sectoriel attendu positif et négatif sur la production pour l'UE, scénario ambitieux

Secteur	Secteurs en déclin (variation pourcentage)	Part dans la production total de l'UE, 2011	Secteurs en croissance (variation pourcentage)
Le cuir, les textiles et les vêtements		0.3-0.7%	1.8 - 2.7
Les véhicules automobiles		3.3%	1.5
Les boissons et le tabac		1.0%	1.1
Le transport maritime		0.9%	0.9
L'assurance		1.2%	0.8
Les machines électriques ⁷	-7.9	1.3%	
Les métaux non ferreux	-3.0	0.8%	
Les produits sidérurgiques	-2.5	1.2%	
Les autres viandes	-1.0	0.5%	
Les métaux travaillés	-0.8	2.1%	

Source: résultats actualisés. Note: Les estimations doivent être interprétées comme des variations pourcentages du scénario de référence (pas de TTIP) en 2030 (20 pour cent de retombées directes).

Tableau 0.2 Le plus grand impact sectoriel attendu positif et négatif sur la production pour les Etats-Unis, scénario ambitieux

Secteur	Secteurs en déclin (variation pourcentage)	Part dans la production total des Etats-Unis, 2011	Secteurs en croissance (variation pourcentage)
Les métaux non ferreux		0.6%	3.2
Les autres viandes		0.3%	2.2
Les autres machines		4.2%	1.5
Le riz		0.0%	1.1
Les textiles		0.6%	0.6
Les véhicules automobiles	-2.9	2.2%	
Les boissons et le tabac	-2.6	0.6%	
Les machines électriques	-2.4	2.0%	
Les produits sidérurgiques	-1.4	0.8%	
Les métaux travaillés	-1.1	1.4%	
L'assurance	-0.5	2.1%	

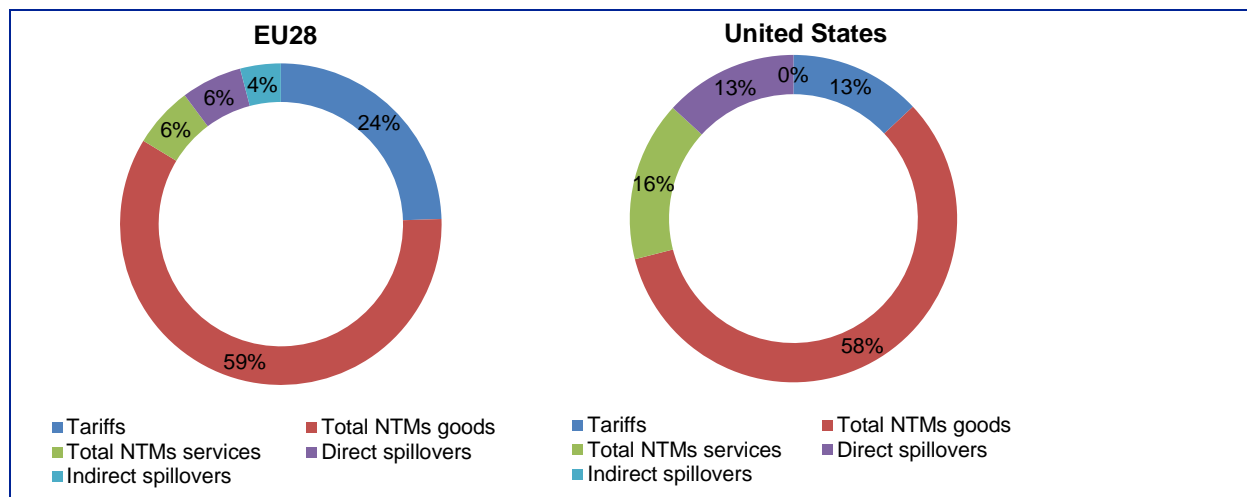
Source: résultats actualisés. Note: Les estimations doivent être interprétées comme des variations en pourcentage du scénario de référence (pas de TTIP) en 2030 (20 pour cent de retombées directes).

⁷ Le secteur des machines électriques concerne les classifications sectorielles GTAP40 et HS85. Ce secteur comprend par exemple: l'équipement de bureau électronique ou le matériel de communication. On trouvera une explication plus détaillée de la relation entre les différentes classifications sectorielles (GTAP, HS et NACE) et les produits que le secteur implique dans le chapitre 6 et le chapitre 10.

8. La coopération réglementaire en matière de biens entraîne la majeure partie des résultats, mais les droits de douane et un TTIP ouvert sont aussi important

Pour l'UE la plus grande partie de l'impact économique du TTIP provient de la coopération réglementaire, environ 76 pour cent (plus précisément 65 pour cent en raison de la réduction des MNT et 11 pour cent en raison des retombées⁸), et 24 pour cent de l'effet total provient de la réduction tarifaire. Pour les États-Unis la coopération réglementaire est également l'élément le plus important (87 pour cent), 74 pour cent provient de la réduction des MNT et 13 pour cent des effets des retombées. La réduction tarifaire représente 13 pour cent de l'impact total.

Figure 0.2 Décomposition de l'impact du TTIP sur le PIB, scénario ambitieux

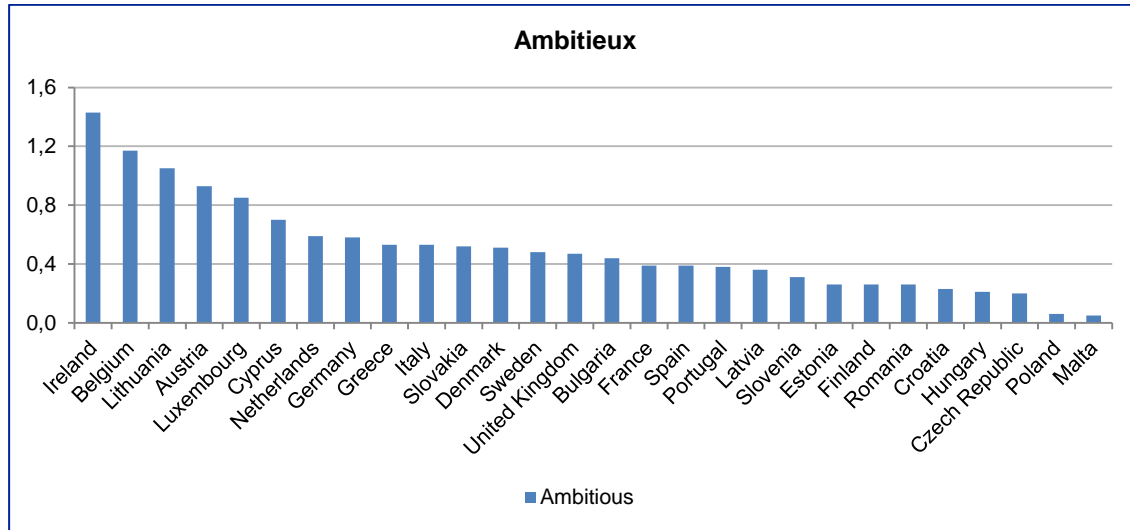


9. Les effets du PIB varient selon les États membres de l'UE: Le plus intégré avec les États-Unis, plus les gains

L'effet positif du TTIP se traduit par un PIB supérieur de 0.5 pour cent par rapport au scénario de référence sans TTIP. La figure ci-dessous montre que tous les États membres de l'UE devraient tirer profit du TTIP. Cependant, dans les États membres de l'UE, les variations sont considérables. L'Irlande, la Belgique, la Lituanie, et l'Autriche gagnent le plus, alors que Malte et la Pologne gagnent le moins. Il existe plusieurs explications possibles de ces différences, notamment la profondeur de l'intégration économique avec les États-Unis, les différentes orientations sectorielles de chaque État membre, et le fait que les résultats ne tiennent pas compte d'une réduction des MNT pour les aliments transformés. Cela est particulièrement important pour des pays comme la Grèce, la Lettonie, la Bulgarie, l'Espagne, la Croatie, la France, Chypre, l'Italie, les Pays-Bas, et la Pologne qui pourraient autrement voir une valeur ajoutée significative dans les exportations d'aliments transformés vers les États-Unis.

⁸ C'est à dire. L'effet sur l'UE de pays tiers bénéficiant d'une réglementation plus alignée EU / US. On trouvera une explication plus détaillée des effets de retombées à la section 3.2.

Figure 0.3 L'impact du PIB, scénario ambitieux



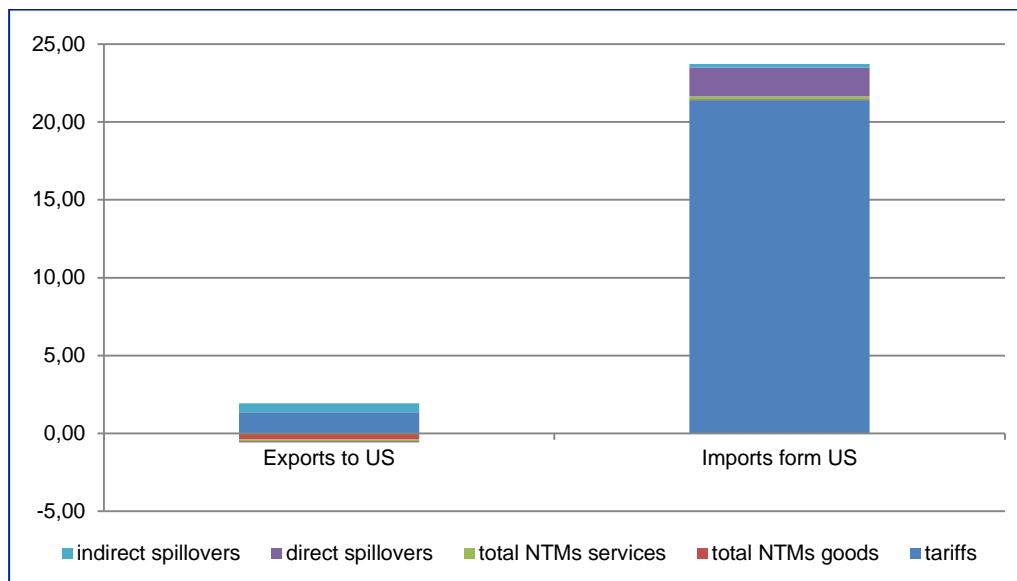
10. Le TTIP et les pays tiers: un TTIP ouvert ferait une différence (positive) pour les pays en développement

Étant donné que le TTIP n'est pas un accord commercial traditionnel, les effets traditionnels de création et des retombées du commerce ne s'appliquent que partiellement. Les effets pour les pays en développement dépendent dans une large mesure du degré d'ouverture non discriminatoire dans l'accord TTIP final. Si, dans un TTIP « ouvert », certains MNT sont réduits de manière non discriminatoire, de nombreux pays en développement gagneront, en particulier ceux qui sont davantage intégrés dans les chaînes de valeur mondiales. Le CEPR (2013) et les résultats mis à jour, indiquent que les pays à faible revenu verront des effets de nul à marginalement positif dans un scénario ambitieux. Leur PIB ne sera probablement pas affecté par le TTIP, alors que les exportations et les importations des pays à faible revenu devraient augmenter respectivement de 0,3 pour cent et de 0,4 pour cent. Une étude récente de Brakman et al. (2015) indique également que la plupart des pays à faible revenu ne devraient pas être touchés ou bénéficier légèrement du TTIP. Le Mercosur, la Chine, et l'Inde ne devraient pas non plus connaître de changement dans leur PIB. D'autre part, la Turquie et les pays de l'OCDE estiment que leur PIB augmentera de 0,1 pour cent, et les pays de l'ANASE de 0,5 pour cent. En ce qui concerne le commerce, les plus fortes hausses des exportations se retrouvent en Turquie (2,0 pour cent), en ANASE (1,3 pour cent) et dans les pays de l'OCDE (1,2 pour cent). La plus forte augmentation des importations est prévue dans les pays de l'ANASE, en Chine, et en Turquie, où les importations augmenteront respectivement de 2,0, 1,6 et 1,4 pour cent.

11. Le TTIP et la Turquie: hausse majeure des importations bilatérales des États-Unis à la suite du TTIP

L'effet potentiel du TTIP sur la Turquie est positif mais limité en termes de PIB, de revenu national et de salaires (0.1 pour cent). Les exportations et importations totales de la Turquie devraient augmenter de 2,0 et 1,4 pour cent, respectivement. Il convient en particulier de souligner l'impact sur le commerce de la Turquie avec les États-Unis. C'est en raison de l'union douanière avec l'UE, qui oblige la Turquie à ajuster ses tarifs en fonction de toute modification du tarif extérieur commun de l'UE. Les droits de douane sur les exportations des États-Unis vers la Turquie seraient donc éliminés ou réduits en vertu du TTIP parallèlement à ceux de l'UE. Toutefois, la Turquie n'aurait pas le même accès aux États-Unis, puisqu'elle n'est pas partie du TTIP et n'a aucun accord commercial distinct avec les États-Unis. La figure 0.4 montre le résultat potentiel. Dans le modèle, les importations bilatérales de la Turquie à partir des États-Unis augmentent de 2,7 pour cent, tandis que les exportations turques vers les États-Unis augmentent de seulement 1,3 pour cent dans le scénario ambitieux.

Figure 0.4 Décomposition des exportations bilatérales entre la Turquie et les États-Unis, scénario ambitieux



12. Les PME: Répondre aux préoccupations commerciales concrètes est vital pour l'impact du TTIP

Les petites et moyennes entreprises (PME) sont le moteur de l'emploi des économies de l'UE et des États-Unis. Si le TTIP pouvait faciliter le commerce pour les PME en supprimant les obstacles au commerce qui leur sont prohibitifs, son impact serait très important. Les obstacles aux PME sont de nature très pratique: par exemple, un manque d'informations claires sur les exigences concrètes du commerce transatlantique, un problème souvent trop compliqué et coûteux pour les PME à résoudre par rapport aux grandes entreprises. Donc, pour les PME, le TTIP doit faire face à des problèmes commerciaux concrets. Au-delà du déficit d'information, il s'agit notamment des procédures douanières longues, des différences inutiles ou des doubles contrôles, et des crêtes tarifaires.

13. Effets généraux du revenu réel: avec un TTIP ambitieux, tous les groupes

Les gains moyens de revenu réel des ménages de 0,4 pour cent dans l'UE et de 0,3 pour cent aux États-Unis ne disent pas beaucoup sur la façon dont les effets sont répartis dans la société. En désagrégeant les revenus réels entre les différents groupes de ménages, nous trouvons ce qui suit:

- Dans un accord TTIP ambitieux, tous les groupes de revenu devraient connaître une augmentation de leurs revenus réels. Les quintiles les plus pauvres gagnent légèrement moins que les quintiles les plus riches;
- Ceux qui sont employés gagnent plus du TTIP que ceux qui sont au chômage, inactifs ou à la retraite - ces derniers groupes manquent l'impact positif sur les salaires, mais pourraient faire face à une légère hausse des prix à la consommation ;
- L'impact du TTIP sur la campagne n'est pas différent de l'impact dans les urbains.

14. Principaux impacts sociaux attendus d'un TTIP ambitieux: hausse des salaires et des prix à long terme, ajustement à court terme et sectoriel

- **Les salaires** devraient augmenter de 0,5 pour cent (pour les travailleurs hautement qualifiés et les travailleurs peu qualifiés) dans l'UE et de 0,4 pour cent pour les travailleurs peu qualifiés et de 0,3 pour cent pour les travailleurs hautement qualifiés aux États-Unis;
- **L'inégalité salariale** aux États-Unis devrait diminuer en raison du TTIP;
- Les effets salariaux dans le TTIP sont largement déterminées par la coopération réglementaire en matière de biens et par la libéralisation tarifaire;
- **Déplacements de main-d'œuvre** – le degré de changement de l'emploi dans tous les secteurs - est plus élevé dans le scénario le plus ambitieux et légèrement plus

élevé pour les travailleurs peu qualifiés, mais l'impact devrait être conforme aux tendances du marché;

- **Les prix à la consommation** devraient augmenter légèrement dans l'UE (+0,3 pour cent) et ne pas avoir d'effet aux États-Unis (0,0 pour cent). En effet, une hausse de la demande sur le marché américain des biens et services européens pourrait résulter à des prix à la consommation légèrement plus élevés dans l'UE à long terme. Toutefois, pour tous les groupes de ménages, cela est plus que compensé par des salaires plus élevés. L'augmentation des prix à la consommation pourrait cependant être surestimée car le modèle ne considère pas de réduction des MNT dans les aliments transformés. Par conséquent, la réduction des coûts dans ce secteur qui aurait pu être transmise sur les consommateurs, si les MNT étaient réduites, n'a pas été incluse;
- **Les revenus réels des ménages** devraient augmenter de 0,4 pour cent dans l'UE et de 0,3 pour cent aux États-Unis.

15. L'impact du TTIP sur l'emploi dans les industries

Dans certains secteurs de l'UE, l'emploi devrait augmenter (par exemple, les produits en cuir, les textiles, les vêtements, les véhicules automobiles et les assurances) et dans d'autres, l'emploi diminuera (par exemple les machines électriques⁹, les métaux non ferreux, et les produits sidérurgiques). Aux États-Unis, des gains d'emploi sont attendus dans les métaux non ferreux, les autres viandes et d'autres machines, tandis que dans les véhicules automobiles, les boissons et le tabac, et les machines électriques un déclin de l'emploi est prévu. Les changements attendus dans l'emploi sont liés aux changements attendus dans la production sectorielle. Si l'on s'attend à ce que la production d'un secteur augmente, plus de main-d'œuvre est nécessaire pour entraîner cette augmentation de la production. Le contraire est vrai pour une diminution attendue de la production. Donc, il n'est pas surprenant que les secteurs où l'emploi devrait augmenter sont également ceux où la production devrait augmenter (voir section 7). Les effets globaux du déplacement de main-d'œuvre sont marginaux et en accord avec tendances normales du marché du travail. À partir des données d'Eurostat, le CEPR (2013) indique que 20 travailleurs sur 1000 en moyenne ont changé de secteur entre 2001 et 2007; Un nombre qui a augmenté à 37 travailleurs sur 1000 après les années de crise. On estime que le TTIP signifierait que six autres travailleurs sur 1000 changeraient de secteur chaque année d'ici 2030. Parce que les salaires globaux devraient augmenter, l'effet de traction (c'est-à-dire que les travailleurs choisissent de se déplacer vers des secteurs où il y a davantage d'emplois et de salaires plus élevés) domine l'effet de poussée (c'est-à-dire que les travailleurs qui perdent leur emploi).

16. Étude de cas 1: TTIP et les conventions fondamentales de l'OIT: pas d'effet direct du TTIP, mais les effets sur la compétitivité sont importants ainsi que un chapitre ambitieux et juridiquement contraignant du développement durable

L'UE a ratifié les huit conventions fondamentales du travail de l'OIT, tandis que les États-Unis n'en ont ratifié que deux. Il y aura manifestement peu d'impact sur l'UE, mais pour les États-Unis il y a des obstacles majeurs en termes de réglementation qui entraveront la ratification de ces conventions de l'OIT dans le cadre de la négociation du TTIP. Il est peu probable que le TTIP aboutisse à la signature de toute autre convention fondamentale de l'OIT (autre que la Convention 111, qui a déjà été présentée au Congrès). Cela ne veut pas dire que les États-Unis ne respectent pas les engagements substantiels énoncés dans ces normes fondamentales du travail, mais plutôt que la ratification par le Sénat, exigeant une majorité des deux tiers, est improbable. La proposition de l'UE pour le chapitre sur le développement durable comprend des engagements durables sur les normes du travail qui sont comparables aux conventions fondamentales de l'OIT, ainsi que des normes très élevées dans d'autres domaines. Ceux-ci deviendront juridiquement contraignants lorsque le TTIP entrera en vigueur. La façon dont ce chapitre sera appliqué fait encore l'objet des négociations.

17. Étude de cas 2: TTIP et la santé publique: les effets négatifs de la réduction tarifaire sur certains produits peuvent être résolus et la coopération réglementaire pourrait réduire les coûts et aider à mettre plus rapidement sur le marché de nouveaux médicaments et dispositifs médicaux

⁹ Le secteur des machines électriques concerne les classifications sectorielles GTAP40 et HS85. Ce secteur comprend par exemple: l'équipement de bureau électronique ou le matériel de communication. On trouvera une explication plus détaillée de la relation entre les différentes classifications sectorielles (GTAP, HS et NACE) et les produits que le secteur implique dans le chapitre 6 et le chapitre 10.

Ce sujet a été choisi pour étudier les effets potentiels d'une réduction tarifaire et de la coopération réglementaire dans le domaine du TTIP sur la santé publique. Nous avons examiné les répercussions du TTIP sur un certain nombre de catégories de produits alimentaires, de boissons, et de tabac, ainsi que des innovations et des dispositifs médicaux.

Table 0.3 Les tarifs UE-États-Unis dans certains secteurs (2014)

	Tarif d'importation de l'UE	Tarif d'importation des États-Unis
Secteur et groupe de produits (code)	Tarif moyen pondéré %	Tarif moyen pondéré %
Tabac (24)	22.1	120.2
Alcool (22)	0.6	0.1
Sucres (17)	12.9	8.3
Industrie pharmaceutique (30)	0.0	0.0
Autres appareils médicaux (902229)	2.1	0.8
Tubes radiographies (902230)	2.1	0.9
Pièces et accessoires médicaux (902290)	2.1	0.9

- *Tabac, alcool, sucres*: Nous constatons que la libéralisation tarifaire (voir le tableau) pourrait entraîner une augmentation de la consommation de ces produits s'il y a un effet de réduction des prix. Cet effet négatif potentiel serait disproportionnellement plus élevé pour les groupes de revenus les plus faibles de la population (étant donné que l'alimentation représente une part plus importante de leurs dépenses que pour les autres groupes de revenu). Cependant, nous constatons également que les dispositions proposées dans le TTIP concernant le droit des États à réglementer dans l'intérêt public (par exemple dans le domaine de la santé publique) protègent suffisamment la liberté des États membres de l'Union européenne pour remédier à cet effet tarifaire négatif sur la santé publique, s'ils le souhaitent pour s'acquitter de leurs obligations en matière de santé publique.
- *L'innovation médicale et les dispositifs médicaux*: Nous constatons que l'effet de la suppression du tarif sur les appareils médicaux en raison du TTIP pourrait être positif parce que le matériel hospitalier serait moins cher, ce qui réduirait les coûts de santé. Nous constatons également que l'impact potentiel de la coopération réglementaire - pour les dispositifs médicaux, c'est à dire l'élimination des exigences de duplicatives des tests (par exemple la reconnaissance mutuelle des bonnes pratiques de fabrication) ou l'accélération de l'adoption de nouvelles innovations dans les médicaments - pourrait être encore plus substantielle. Le TTIP pourrait encadrer et renforcer le dialogue en cours entre l'UE et les États-Unis lors de la Conférence internationale pour l'harmonisation et du Forum international des régulateurs médicaux. Ce travail contribue à simplifier le commerce des dispositifs médicaux tout en améliorant la sécurité des patients (par exemple, en ce qui concerne l'identification des dispositifs uniques). Enfin, rien n'indique que l'UE aurait l'intention d'harmoniser le régime de propriété intellectuelle des médicaments avec les États-Unis, ce qui, certains craignent, pourrait conduire à des périodes d'exclusivité plus longues pour les droits de brevet.

18. Étude de cas 3: TTIP et les services de santé publiques: quatre (ou trois) garanties pour le droit de réglementer au niveau des États membres de l'UE; la concurrence du secteur privé est possible

L'approche de l'UE pour traiter les services publics (de santé) dans les accords commerciaux a été instaurée il y a 20 ans dans le cadre de l'AGCS en 1995. Dans ce cadre, l'UE a négocié quatre garanties pour les services publics de santé:

1. Les gouvernements des États membres de l'UE sont libres de réglementer dans le domaine de la santé publique et peuvent fixer leurs propres normes de qualité pour les fournisseurs;
2. Pour les services de santé publique, les gouvernements ne sont pas obligés à donner accès à des prestataires de services extérieurs à l'UE;
3. Les administrations nationales, régionales, et locales peuvent organiser les services publics comme bon leur semble, par exemple par le biais d'un monopole public, et il n'est pas nécessaire de privatiser ces services;
4. Les gouvernements des États membres de l'UE à tous les niveaux sont libres de fournir des subventions au secteur de la santé publique.

Il est prévu, mais aussi important pour l'impact sur les services de santé publique, que les mêmes garanties feront partie du TTIP. À supposer que ce soit le cas, il est clair que le TTIP n'aura aucune incidence sur les services de santé publique et qu'il n'entraînera aucune modification de la législation nationale sur les soins de santé.

Les systèmes de santé varient considérablement d'un État membre à l'autre. Dans certains pays, les systèmes de santé sont partiellement privatisés et cela se reflète dans l'offre de l'UE. Sont-ils touchés différemment? Nous constatons que la deuxième garantie (ci-dessus) ne s'applique pas aux prestataires de soins de santé entièrement privatisés - à moins que la disposition de l'UE n'inclue certaines réserves spécifiques de l'État membre applicables à la santé privée - mais que les trois autres garanties restent valables. Cela signifie que la concurrence étrangère ne peut faire l'objet d'une discrimination dans un système entièrement privatisé, mais le secteur des soins de santé peut encore, à tous les autres égards, être réglementé, organisé et soutenu comme l'souhaite un État membre de l'UE. Enfin, en raison des garanties mentionnées ci-dessus ainsi que de la clause de l'article 2 sub 1 de la proposition de l'UE sur la protection des investisseurs et un système de justice des investissements, nous croyons que le droit de réglementer les services de santé publique ne sera pas affecté.

19. TTIP et les droits de l'homme: Certains sont touchés, d'autres ne le sont pas parce qu'ils ne font pas partie des négociations ou parce qu'ils sont protégés

La politique commerciale peut avoir une incidence directe et indirecte sur les droits de l'homme. Nous examinons divers droits de l'homme qui peuvent être touchés et qui ne sont pas couverts ailleurs (voir les études de cas sur les normes du travail, la santé publique et les services de santé publique). Nous croyons que *le droit de l'homme à un niveau de vie suffisant* est affecté positivement par un TTIP ambitieux pour tous les groupes de revenu, en raison de l'augmentation du revenu réel des ménages pour tous les groupes. L'ambition est importante, car pour les chômeurs, les inactifs, les retraités et les quintiles de revenu les plus pauvres, un accord TTIP moins ambitieux pourrait réduire le niveau de vie en raison de prix légèrement supérieurs non compensés par des salaires plus élevés. *Le droit humain à la culture* n'est pas susceptible d'être affecté, car les services audiovisuels et les services de radiodiffusion ont été exclus du mandat de négociation. Depuis 1995, l'UE a maintenu quatre garanties pour protéger les services financés par des fonds publics, peu importe la manière dont ils sont livrés. *Le droit de l'homme à l'éducation* est une compétence des États membres de l'UE qui est protégée par ces garanties de l'AGCS. En ce qui concerne *le droit de l'homme à l'information*, nous constatons que les négociations du TTIP sont devenues beaucoup plus transparentes et donnent le droit de participer à la conduite des affaires publiques. Un facteur contributif de cette transparence accrue a été une pression forte et continue de la part de la société civile de l'UE et des citoyens de l'UE. Il est possible d'accroître encore la transparence. *Le droit de l'homme à la protection des données personnelles* n'est pas susceptible d'être affecté, car le TTIP n'affectera pas le droit des deux parties de légiférer pour protéger la vie privée.

20. Le principal impact environnemental attendu du TTIP dans le scénario ambitieux: une augmentation marginale de la demande d'énergie pour le charbon et le gaz; les émissions de CO2 augmentent, les autres émissions diminuent; et une légère augmentation des coûts environnementaux

- **La demande énergétique** devrait augmenter de 0,2 pour cent dans l'UE à la suite du TTIP. Il s'agit d'une combinaison d'une réduction de la demande d'énergie dans l'ingénierie et les métaux, en raison d'une diminution de la production et d'une augmentation de la demande d'énergie dans tous les autres secteurs. Toutefois, il convient de noter que le modèle ne suppose pas d'autres changements de politique concernant le futur bouquet énergétique de l'UE, bien que l'UE se soit engagée à prendre des mesures importantes sur le changement climatique, notamment via l'accord de Paris de 2015 ;
- Dans un TTIP ambitieux, la demande augmentera pour **le charbon (0,3 pour cent), le gaz naturel (0,2 pour cent), et les distillats moyens (0,2 pour cent)** en raison de la demande d'énergie plus élevée. Les autres gaz (-0,2 pour cent) diminueront¹⁰;
- En l'absence de politiques atténuantes, **les émissions de CO2** devraient augmenter de 0,2 pour cent dans l'UE à cause du TTIP. Il s'agit d'une combinaison d'émissions accrues provenant du textile et de l'habillement (2,3 pour cent), de la construction (0,5 pour cent) et de l'alimentation, des boissons et du tabac (0,5 pour

¹⁰ On trouvera une explication plus détaillée des raisons de cette augmentation dans le chapitre 5.

cent), et d'une diminution des émissions des métaux non ferreux (-2,0 pour cent) et de l'ingénierie (-1,2 pour cent) et des produits sidérurgiques (-0,5 pour cent).

Comme pour la demande d'énergie, cela est lié aux variations de la production;

- En examinant plus en détail l'impact total sur les émissions de CO₂, nous constatons que les résultats sont principalement liés à **l'effet de la composition** (c'est-à-dire à la variation relative de la composition des secteurs dans l'économie);
- Aux États-Unis, **les émissions de CO₂** devraient augmenter de 0,3 pour cent en raison du TTIP. Même si les émissions devraient diminuer respectivement de 1,4 et 0,4 pour cent dans l'ingénierie et les produits chimiques, la faible augmentation attendue dans tous les autres secteurs entraîne une augmentation des émissions totales de CO₂, comme dans le cas de l'UE;
- **La pollution atmosphérique** dans l'UE n'est pas touchée considérablement. Les émissions de CO et de PM₁₀ augmentent de 0,1 pour cent et les émissions de SO₂ et de NO_x de 0,2 pour cent. Les émissions de COV devraient diminuer de 0,1 pour cent;
- Dans l'UE, **l'utilisation des matières** augmentera. Cela provient d'une demande accrue de minéraux de construction (0,4 pour cent). La demande de métaux ferreux (-1,1 pour cent) et de métaux non ferreux (-1,5 pour cent) diminue. Bien que cette réduction soit significative en termes de pourcentage, en raison des niveaux actuels d'utilisation des matériaux, elle n'entraîne qu'un léger changement absolu.

21. Étude de cas 4: TTIP et le commerce illégal des ressources naturelles: Le TTIP pourrait avoir un impact positif grâce au chapitre sur le développement durable et à la coopération conjointe UE-États-Unis pour lutter contre le commerce illégal des ressources naturelles

Les dispositions commerciales dans le TTIP pourraient potentiellement avoir des effets positifs substantiels sur la durabilité des ressources naturelles dans le monde. Le commerce illégal entre l'UE et les États-Unis et le commerce illégal destiné aux marchés de l'UE et des États-Unis est considérable. En raison des dispositions plus concrètes et plus détaillées proposées par l'UE pour le chapitre sur le développement durable du TTIP (article III.4), la pêche illicite, non déclarée et non réglementée pourrait être réduite en raison du TTIP. En général, l'UE et les États-Unis ont élaboré - ou envisagent d'élaborer - une législation très solide et complète dans les trois domaines pour lutter contre le commerce illégal de la faune, du bois, et du poisson. L'impact le plus significatif, quoique plus incertain, du TTIP résultera vraisemblablement d'une coopération conjointe UE-États-Unis vers les pays tiers. Les avertissements ou les interdictions d'importations conjointes pourraient être un instrument très efficace en raison de la taille combinée des marchés européens et américains des ressources naturelles.

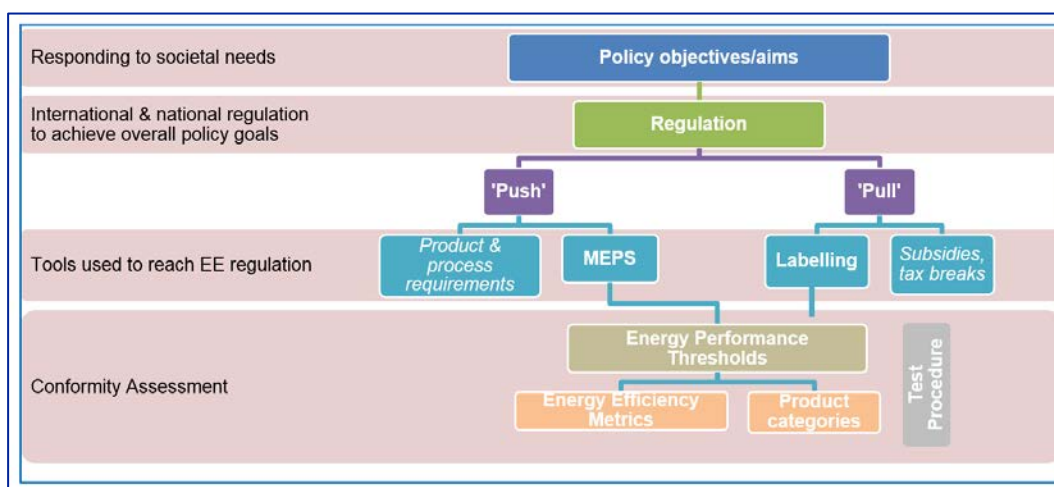
22. Étude de cas 5: TTIP et les combustibles fossiles: pas un effet commercial direct, mais un effet stratégique sur le prix du GNL et sur la dépendance énergétique à long terme; le commerce des produits pétroliers raffinés augmentera

Cette étude de cas aide à éclairer les chiffres ci-dessus en ce qui concerne les impacts potentiels du TTIP sur la demande énergétique de l'UE. Il est important de noter que le mix énergétique de l'UE est susceptible de changer, en raison notamment de l'évolution du marché mondial de l'énergie, des politiques de mise en œuvre de l'accord de Paris et d'autres mesures autonomes, ainsi que du TTIP lui-même. Le TTIP devrait soutenir les exportations de GNL des États-Unis vers l'UE qui ont commencé au début de 2016. Grâce à la libéralisation tarifaire, le TTIP pourrait avoir un impact économique et environnemental important, car le commerce des produits pétroliers raffinés augmenterait. Si l'utilisation accrue du gaz remplace l'utilisation du charbon dans la production d'électricité de l'UE et ne remplace pas l'utilisation de sources d'énergie renouvelables, elle pourrait avoir un impact positif sur l'environnement (si ce charbon n'est pas utilisé ailleurs). Bien que les exportations de GNL vers l'UE soient susceptibles d'être marginales à court terme compte tenu des prix mondiaux actuels du pétrole et du gaz, elles constituent une nouvelle source importante qui contribuera à la sécurité énergétique de l'UE et augmentera la concurrence sur le marché gazier de l'UE. À long terme, la suppression de l'exigence de licence d'exportation de GNL pourrait conduire à une diversification du mix énergétique européen vers davantage de GNL. Comme le gaz de schiste proviendra vraisemblablement d'une partie des exportations de GNL des États-Unis, certaines préoccupations du public sont liées aux aspects environnementaux de la production de gaz de schiste, comme les fuites de méthane.

23. Étude de cas 6: TTIP et l'efficacité énergétique: l'impact du cadre de coopération réglementaire du TTIP sur l'efficacité énergétique des produits pourrait conduire à une économie d'énergie de 0,3 pour cent d'ici 2030

Il existe de fortes ambitions dans le domaine des OTC (réduction des procédures d'essai inutiles et duplicatives, tout en augmentant l'utilisation des normes internationales) et de la coopération réglementaire (réduire les exigences réglementaires divergentes, sans compromettre les niveaux de protection de l'environnement). Le succès du TTIP pourrait entraîner à long terme des économies d'énergie supplémentaires, des prix de détail plus bas pour les produits à faible consommation d'énergie, et une réduction des coûts d'évaluation de la conformité pour les producteurs. L'impact du TTIP proviendra le plus probablement de l'échange d'informations, de l'utilisation de normes internationales dans les procédures d'essai et, éventuellement, de la reconnaissance mutuelle des procédures d'évaluation de la conformité. Une estimation approximative des économies totales d'énergie qui pourraient être réalisées à long terme dans le cadre du TTIP dans l'UE est de 0,3 pour cent de la consommation totale d'énergie.¹¹

Figure 0.5 Objectifs politiques, réglementation et processus associés en matière d'efficacité énergétique



24. Étude sectorielle 1: l'impact sur le secteur agro-alimentaire

Le secteur agroalimentaire comprend le secteur agricole primaire et le secteur de l'alimentation transformée. En 2013, le secteur a généré un chiffre d'affaires d'un peu plus de 1 milliard d'euros, ce qui en fait le plus grand secteur de l'UE. Une partie importante de la production de l'UE est exportée vers le marché américain, ce qui concerne principalement les spiritueux, le vin, et la bière, qui absorbent 45 pour cent de tous les produits alimentaires et boissons exportés aux États-Unis. L'UE importe principalement des oléagineux, du soja, des noix, et des spiritueux des États-Unis, ce qui représente 37 pour cent de toutes les importations de produits alimentaires et de boissons en provenance des États-Unis. Comme les tarifs peuvent être élevés dans ce secteur, le commerce transatlantique est considérablement entravé. Lors de l'exportation vers les États-Unis, les tarifs moyens par groupe de produits varient de 0,0 à 15,0 pour cent, mais peuvent être supérieurs à 100 pour cent pour certains produits. Les tarifs moyens imposés par l'UE sont encore plus élevés, allant de 2,8 à 66,4 pour cent. Outre les droits de douane, le secteur des aliments transformés est également un secteur qui connaît de nombreux MNT. Par exemple, les États-Unis imposent des barrières aux produits laitiers de l'UE qui relèvent de l'ordonnance sur le lait pasteurisé pour les produits laitiers de catégorie A; les exportations vers les États-Unis de ruminants vivants, de viande bovine, et de produits dérivés de l'UE restent limitées en raison des procédures trop longues et lourdes d'approbation des importations des États-Unis, bien que les États-Unis aient levé, en 2013, une interdiction de 15 ans sur les importations de viande bovine de l'UE en raison de l'apparition d'ESB dans l'UE dans les années 1990¹²; et les procédures d'approbation des États-Unis pour les plantes, les fruits, et les légumes en provenance de l'UE sont strictes et prennent du temps au point de présenter un obstacle au commerce (les demandes peuvent être pendantes pendant 10 ans ou plus).

¹¹ Cette constatation est différente de celle de la modélisation économique, car le résultat de la modélisation économique ne tient pas compte des améliorations technologiques de l'efficacité énergétique.

¹² L'UE et les États-Unis travaillent actuellement sur une solution pour plusieurs pays de l'UE, y compris les Pays-Bas.

À la suite du TTIP, les changements attendus dans la production de l'UE dans le secteur vont de -1,0 pour cent pour les autres viandes à 1,1 pour cent pour les boissons et le tabac dans le scénario ambitieux. Les changements dans l'emploi sont susceptibles de suivre les changements dans la production et vont de -1,3 pour cent pour les autres viandes à 0,5 pour cent pour les huiles végétales. Certaines répercussions plus importantes sont attendues en ce qui concerne le commerce, les exportations de l'UE devraient augmenter entre 0,8 et 16,1 pour cent, selon le sous-secteur. Les importations du secteur de l'UE devraient augmenter entre 0,5 et 67,9 pour cent. Ces résultats sont toutefois susceptibles d'être sous-estimés, car une réduction des MNT dans ce secteur n'est pas modélisée.¹³ En ce qui concerne les pays tiers, on estime que le reste du monde n'est pas sensiblement affecté. Toutefois, une certaine érosion des préférences pourrait se produire, selon le secteur et le pays (par exemple, les légumes et les fruits au Mexique), bien que ces impacts doivent être plutôt limités. Une analyse plus détaillée de l'impact sur les différents sous-secteurs peut être trouvée au Chapitre 7.

25. Étude sectorielle 2: L'impact sur les secteurs des produits chimiques et pharmaceutiques

Le secteur des produits chimiques est l'un des secteurs les plus importants et les plus impliqués dans le commerce transatlantique et l'IED. C'est un secteur qui comprend la pétrochimie, les polymères, les produits chimiques inorganiques de base, les produits chimiques de spécialité et les produits chimiques de consommation. En termes de chiffre d'affaires et de valeur ajoutée, il est l'un des plus importants secteurs de l'UE. Cependant, à l'échelle mondiale, l'UE a perdu des parts de marché importantes pour la Chine. En 2004, l'UE détenait 30,9 pour cent du marché mondial, mais seulement 17,0 pour cent en 2014. La majorité de la production chimique de l'UE est destinée au marché intérieur, seulement 25 pour cent concerne les exportations supplémentaires de l'UE. Les principaux marchés d'exportation de l'UE sont le reste de l'Europe, l'ALENA et l'Asie. Bien que les tarifs aux États-Unis soient relativement bas, en raison de la valeur importante des marchandises échangées, ces tarifs ajoutent encore un coût important au commerce des produits chimiques. En outre, les MNT ajoutent au coût du commerce, on a estimé que les MNT dans le secteur chimique s'ajoutent de 21 à 29 pour cent supplémentaires aux coûts. L'un des problèmes souvent mentionnés par les entreprises qui entraînent des coûts supplémentaires est la nécessité d'un réétiquetage.

Bien que la plupart des produits pharmaceutiques soient fabriqués à partir de substances chimiques, ils devraient être traités comme une industrie distincte. Bien que le secteur soit faible en nombre d'entreprises (4200) et d'employés (554000), il est important en termes de chiffre d'affaires (€229 milliards) et de valeur ajoutée (€80 milliards). Dans le monde entier, le secteur de l'UE représente 25,3 pour cent des ventes mondiales. En 2013, ses exportations extra-UE se sont élevées à €113,4 milliards, dont 27 pour cent destinés aux États-Unis, son principal partenaire commercial. Dans le secteur pharmaceutique, les tarifs sont proches de zéro, mais certains MNT actuellement en place sont lourdes pour le commerce, comme par exemple les différences dans les essais cliniques et les exigences d'étiquetage.

La modélisation effectuée dans cette étude estime un gain de production allant de 0,1 à 0,3 pour cent dans l'UE. Les exportations et les importations devraient également augmenter avec environ 5,2 à 9,4 pour cent. Les gains les plus importants proviennent de la réduction des MNT. Il est important de garder à l'esprit que l'exercice modèle a combiné les secteurs des produits chimiques et pharmaceutiques dans une seule industrie. Les résultats n'impliquent pas que les deux secteurs seront touchés de la même façon, mais ils ne montrent qu'un éventail de répercussions. En outre, le scénario modélisé est plus ambitieux et n'est pas conforme aux négociations en cours sur les produits chimiques, de sorte que les résultats sont surestimés. En ce qui concerne l'emploi, le modèle a estimé un léger changement allant de -0,1 à 0,0 pour cent. En ce qui concerne les produits pharmaceutiques, en plus des avantages directs pour l'industrie, la réduction des essais en double et des essais cliniques en double¹⁴ pourrait également être bénéfique pour les patients en termes d'amélioration de l'accès aux médicaments, de baisse des prix (si les entreprises réduisent les coûts), et moins d'essais cliniques sur les adultes et les enfants. Dans les deux industries, le temps et les ressources qui n'ont plus besoin d'être consacrés à des procédures de duplication pourraient maintenant être utilisés dans d'autres domaines, tels que la sécurité ou la recherche et le développement, qui pourraient à terme profiter au consommateur, à l'environnement ou à la compétitivité de l'industrie. On en trouvera une analyse plus détaillée au chapitre 8.

¹³ Veuillez vous reporter à la section 1.4 pour plus de détails et d'explications.

¹⁴ Cela ne devrait concerner que les essais qui offrent le même niveau de sécurité.

26. Étude sectorielle 3: L'impact sur le secteur de l'ingénierie mécanique

Le secteur de l'ingénierie mécanique est un secteur clé de l'Europe, employant plus de 2,8 millions de personnes dans plus de 91000 entreprises. Le secteur de l'UE a exporté des produits d'une valeur de €303 milliards, dont €58 milliards vers les États-Unis, sa destination d'exportation la plus importante, en 2014. Lorsqu'ils exportent leurs produits vers les États-Unis, les entreprises européennes font face à des tarifs moyens allant de 0 à 8 pour cent.¹⁵ L'industrie souffre principalement des MNT sous la forme de différence de normes, d'exigences et de test, mais aussi de restrictions dans le domaine des marchés publics. En termes d'impacts économiques et commerciaux, le modèle prédit des impacts positifs pour le TTIP. Dans l'UE, la production devrait croître avec environ 0,5 pour cent dans le cas d'un scénario ambitieux et les exportations augmenteraient de 1,5 pour cent. Les résultats positifs sont en ligne avec les attentes globales de l'industrie qui suggèrent que le secteur de l'ingénierie mécanique de l'UE est une industrie forte et compétitive à l'échelle mondiale. Les parties prenantes ont également indiqué qu'ils s'attendent à ce que l'industrie du génie mécanique profite du TTIP. Conformément à la croissance attendue de la production et du commerce, le secteur de l'ingénierie mécanique devrait également créer plus d'emplois dans l'UE, tout comme pour la main-d'œuvre hautement qualifiée et peu qualifiée, avec une augmentation d'environ 0,2 pour cent. D'autre part, la croissance de la production et du commerce du secteur à travers l'Atlantique entraîne une croissance des émissions de CO₂ de 0,4 à 0,5 pour cent dans l'UE. On en trouvera une analyse plus détaillée au Chapitre 9.

27. Étude sectorielle 4: L'impact sur le secteur des biens électriques et électroniques

En 2013, le secteur des biens électriques et électroniques de l'UE a réalisé un chiffre d'affaires de 559 millions d'euros et a employé environ 2,5 millions de personnes.¹⁶ En termes de commerce, les exportations supplémentaires de l'UE ont atteint 280 milliards d'euros en 2014, dont 41 milliards ont été exportés vers les États-Unis. Les États-Unis sont le deuxième partenaire commercial en termes d'importations (€29 milliards), mais sont nettement devancés par la Chine (€153 milliards). Les tarifs moyens auxquels les producteurs de l'UE sont confrontés lorsqu'ils exportent aux États-Unis vont de 0 à 5,8 pour cent.¹⁷ Cependant, les MNT présents dans le secteur sont plus importants que les tarifs. Les MNT auxquels les exportateurs de l'UE sont confrontés sont principalement dues à la divergence des normes américaines par rapport aux normes internationales relatives aux produits, aux exigences de tests de tierces parties sur les produits d'importation, et à l'existence du Programme de conservation de l'énergie des équipements commerciaux et industriels. L'existence de certificats de sécurité au niveau des États-Unis et du protocole de contrôle du cryptage qui n'est pas conforme aux accords internationaux crée également des obstacles pour les exportateurs de l'UE. Les impacts attendus du TTIP sur le secteur des biens électriques et électroniques sont modélisés pour deux sous-secteurs: 1) les biens électriques¹⁸, et 2) l'électrotechnique.¹⁹ Les variations de la production sont estimées positives dans le sous-secteur des biens électriques (1,5 pour cent), mais négatives dans le sous-secteur de l'électrotechnique (-7,9 pour cent). Ces différences dans les impacts attendus concernent les caractéristiques de compétitivité significatives des deux sous-secteurs. De même, les exportations devraient diminuer dans le sous-secteur des électrotechniques (-1,5 pour cent) et augmenter dans le sous-secteur des biens électriques (1,5 pour cent). Les impacts sur l'emploi sont conformes aux effets de la production des sous-secteurs et devraient donc augmenter pour les biens électriques (0,2 pour cent) et diminuer pour l'électrotechnique (-7,5 pour cent). Les représentants de l'industrie de l'électrotechnique, cependant, ne croient pas que TTIP aurait des effets négatifs sur le secteur. On trouvera une analyse plus détaillée au Chapitre 10.

¹⁵ Ces tarifs sont des moyennes pondérées, dans les différents groupes de produits les tarifs peuvent être plus élevés pour certains produits.

¹⁶ 1,1 million d'employés étaient employés dans le sous-secteur des biens électroniques (NACE 26) et 1,4 million dans le sous-secteur des électrotechniques (NACE 27).

¹⁷ Ces tarifs sont des moyennes pondérées, dans les différents groupes de produits les tarifs peuvent être plus élevés pour certains produits.

¹⁸ Correspond à la classification des produits GTAP41 et HS84, et comprend par exemple: les instruments médicaux de précision et optiques, les machines électriques et de traitement de texte, les machines automatiques de traitement de l'information, les dispositifs de stockage informatique, et les instruments scientifiques et techniques.

¹⁹ Correspond à la classification des produits GTAP40 et HS85 et comprend par exemple: les équipements électroniques de radiodiffusion et de transmission, la fabrication de machines de bureau, la fabrication d'émetteurs de télévision et de radio, ou l'enregistrement sonore ou vidéo.

28. Étude sectorielle 5: L'impact sur le secteur des véhicules automobiles

Le secteur des véhicules automobiles analysé dans cette étude comprend les 'véhicules automobiles, y compris les pièces et les composants'. Avec un chiffre d'affaires de €959 milliards en 2013, le secteur automobile est l'un des plus importants secteurs manufacturiers de l'UE. Sur le marché mondial, la Chine a repris la place de l'UE en tant que premier producteur. La part de l'UE dans la production mondiale a diminué au fil du temps, passant de 34 pour cent en 2000 à 23 pour cent en 2014. Le secteur automobile européen considère les États-Unis comme son principal partenaire commercial, bon pour €46 milliards d'exportations en 2014. Les tarifs douaniers auxquels les exportateurs de l'UE sont confrontés sont relativement faibles et varient de 0 à 1,6 pour cent, les tarifs moyens imposés par l'UE étant beaucoup plus élevés. Les MNT présentes dans le secteur sont plus lourdes et pourraient ajouter un coût additionnel de 27 pour cent au commerce et à l'investissement avec les États-Unis. Les obstacles les plus urgents se rapportent aux différences dans les règlements sur la sécurité, les émissions, et le rendement énergétique. En outre d'une réduction tarifaire, le TTIP est susceptible de répondre à plusieurs des différences dans la réglementation de la sécurité. Un TTIP ambitieux pourrait entraîner une augmentation de la production de l'UE de 1,5 pour cent et une augmentation des exportations et des importations totales de 40,9 et 42,1 pour cent respectivement. On s'attend également à ce que les emplois peu qualifiés et hautement qualifiés augmentent respectivement de 1,2 et 1,3 pour cent. Un impact positif est également attendu par l'industrie de l'UE et prédit par d'autres études.²⁰ L'impact de l'effet d'échelle sur l'environnement est négatif car l'augmentation de la production pourrait entraîner une pression environnementale accrue en termes d'augmentation des polluants atmosphériques de 1,5 pour cent dans le scénario ambitieux. Toutefois, le temps supplémentaire et les ressources disponibles en raison de la coopération réglementaire pourraient être utilisés pour améliorer l'efficacité de la production ou stimuler la R&D en ce qui concerne les voitures électriques. On en trouvera une analyse plus détaillée au Chapitre 11.

29. Étude sectorielle 6: L'impact sur le secteur des transports maritimes et aériens

Alors que le secteur du transport maritime est davantage axé sur le transport de marchandises, le secteur du transport aérien est davantage ciblé sur le transport des passagers. En ce qui concerne les exportations de l'UE, les États-Unis sont la destination d'exportation la plus importante pour les secteurs du transport maritime et aérien. Bien que le commerce des services ne soit pas entravé par les tarifs, il l'est par d'autres obstacles. Une restriction importante de l'accès aux marchés dans le secteur du transport maritime est le Jones Act, qui exclut effectivement l'industrie de l'UE du marché américain. En outre, les restrictions à la propriété étrangère, Container Security Initiative (CSI), ou les exigences en matière de contenu local entravent le commerce. Les services de transport aérien sont également entravés par les restrictions à la propriété étrangère, ainsi que par la Fly American Act et la Clean Air Act. Bien que toutes les barrières commerciales ne soient pas levées dans ces deux secteurs, les résultats de la modélisation montrent que dans le scénario ambitieux et moins ambitieux, la production et le commerce augmenteront pour les deux secteurs. La production devrait augmenter de 0,9 pour cent dans le secteur du transport maritime et de 0,4 pour cent dans le secteur du transport aérien. Dans les services de transport maritime, les exportations et les importations augmenteront de 1,2 et 1,3 pour cent respectivement, pour le transport aérien ces chiffres s'élèvent à 1,1 et 0,7 pour cent. Une grande partie de l'augmentation de la production et du commerce provient d'effets indirects, c'est-à-dire d'un accroissement du commerce dans d'autres secteurs (en raison d'une réduction des obstacles au commerce), ce qui nécessite davantage de transport de leurs marchandises. En ce qui concerne les impacts environnementaux, l'augmentation du transport entraînera vraisemblablement une pression accrue sur l'environnement. La pollution atmosphérique devrait augmenter de 0,9 pour cent dans le secteur du transport maritime et de 0,4 pour cent dans le secteur du transport aérien dans le scénario ambitieux. Toutefois il y a d'autres facteurs qui pourraient compenser ces hausses. Si un transport supplémentaire entraîne une augmentation de la demande de navires, des navires plus jeunes et moins polluants seront utilisés et pourraient remplacer les navires anciens et plus polluants. On en trouvera une analyse plus détaillée au Chapitre 12.

30. Étude sectorielle 7: L'impact sur le secteur des services financiers (y compris les assurances)

Le secteur des services financiers dans le contexte spécifique des accords commerciaux est séparé entre l'assurance, d'une part, et les services bancaires et autres services financiers, d'autre part.

²⁰ CAR (2016), Peterson Institute (2015).

L'UE et les États-Unis sont de loin les plus grands marchés financiers au monde, également utilisés comme plates-formes pour financer des opérations en dehors de leur territoire. On estime que le secteur des services financiers a contribué en moyenne 4,9 pour cent à la valeur ajoutée brute dans la zone euro (1999 - 2013) et que la valeur ajoutée du secteur a contribué à un peu plus de 5 pour cent au PIB de l'UE27 en 2011. Cette étude se concentre sur le commerce des services financiers (y compris les investissements étrangers directs dans les secteurs financiers), telle qu'elle a été réglementée depuis l'AGCS et par le biais d'accords bilatéraux. En dépit de la perte de part de marché due à la crise, l'Europe est restée le plus grand marché d'assurance au monde en 2012. L'UE27 est un exportateur net de services financiers et un exportateur net de services d'assurance. Toutefois, les exportations de services d'assurance affichent une tendance à la baisse depuis 2012. Les données de l'IDE confirment l'intégration forte entre les secteurs financiers américains de l'UE. Les stocks d'IED sortant de l'UE aux États-Unis au cours des dernières années ont représenté environ 30 à 36 pour cent du stock d'IED sortant des services financiers de l'UE. Au cours des dernières années, le stock d'IED des États-Unis dans le secteur de l'UE représentait environ 40 pour cent du stock d'IED entrant.

Les résultats du modèle pour un scénario ambitieux avec des retombées de 20 pour cent indiquent un faible impact positif pour les secteurs de services de l'UE en termes de production (0,4 pour cent pour les finances et 0,8 pour cent pour l'assurance) et des impacts plus importants pour le commerce, de 4,2 pour cent dans les exportations et de 2,6 pour cent dans les importations pour les finances, et de 4,2 pour cent dans les exportations et de 2,6 pour cent dans les importations pour les assurances). Les incidences sur l'emploi sont conformes à la production et devraient être légèrement positives pour l'UE. Ces résultats reflètent probablement la limite inférieure des impacts potentiels. Les IDE ne sont pas inclus dans la modélisation, alors que cela est essentiel pour le secteur. Des effets environnementaux directs minimaux sont attendus compte tenu de l'augmentation limitée de la production et du fait que le commerce des services financiers ne créera pas de flux de transport substantiels avec des effets négatifs possibles (par exemple, une partie du commerce se fera électroniquement). Les impacts négatifs potentiels, tels que perçus notamment par la société civile mais aussi par plusieurs universitaires, concernent l'approche actuelle adoptée en matière de coopération réglementaire et la forme spécifique qu'elle prendra. Compte tenu du niveau élevé d'intégration entre les marchés financiers de l'UE et des États-Unis, le principal obstacle transatlantique dans le secteur financier reste la divergence réglementaire, l'UE a proposé d'inclure dans le TTIP certains éléments pour développer la coopération réglementaire. Cela devrait être fait tout en préservant l'autonomie totale des régulateurs des deux côtés, et pour atteindre la stabilité financière comme objectif principal, deux conditions que l'UE a toujours énoncées comme ses priorités dans ce domaine. Une analyse plus détaillée se trouve au Chapitre 13.

COMMENT OBTENIR LES PUBLICATIONS DE L'UE

Publications sans frais:

- une copie:
par EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>);
- plusieurs copies, affiches ou cartes:
des représentations de l'Union européenne (http://ec.europa.eu/represent_en.htm);
des délégations dans les pays tiers (http://eeas.europa.eu/delegations/index_en.htm);
en contactant le service Europe Direct (http://europa.eu/europedirect/index_en.htm)
ou en appelant 00 800 6 7 8 9 10 11 (numero sans frais) (*).

(* Ces informations sont données gratuitement, ainsi que la plupart d'appels (tandis que certains fournisseurs, téléphones publics ou hôtels qui peuvent charger).

Publications payent:

- par EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).

Souscription payent:

- par des agents commerciaux de l'Office des publications l'Union européenne (http://publications.europa.eu/others/agents/index_en.htm).

